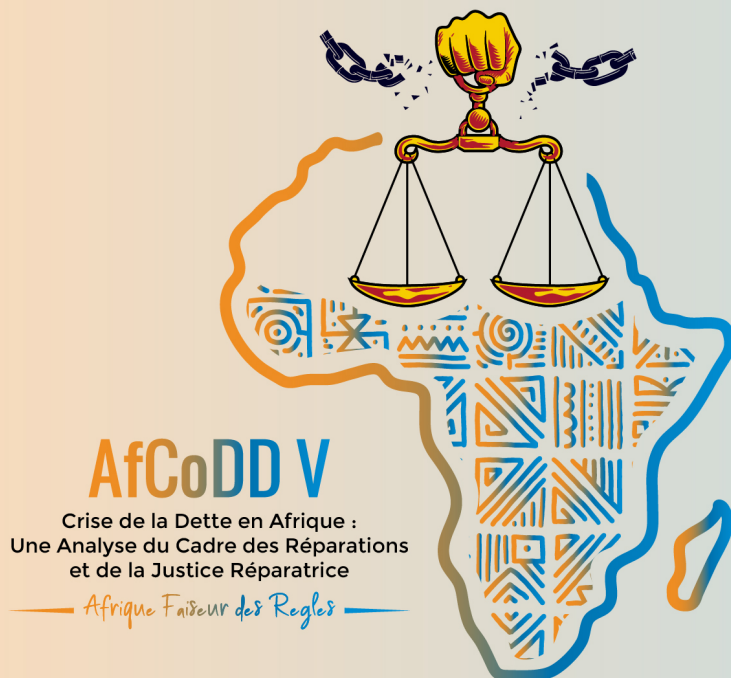




5^e édition de la Conférence Africaine sur la Dette et le Développement (AfCoDD V)

27 - 29 août 2025
Mövenpick Ambassador Hotel
Accra, Ghana

Le programme

Jour 2 28 août

1 séance
plénière et 17
sessions en
ateliers

Jour 3 29 août

Le rallye
panafricain sur
la dette

Jour 1 du AfCoDD V

28 août 2025 - Lieu : Ambassadeur 1 et 2

1 Plenary session followed by breakout Sessions

Séance plénière

Lieu : Salle AfCoDD 2 - Ambassador 2

08h00 – 09h00 **Le Livre noir : Une approche politico-économique du casse-tête du financement du développement en Afrique**

Cette session présentera le projet de « Livre noir », qui est une approche panafricaine et décoloniale de la transformation de l'Afrique. Ce document aborde le cadre idéologique et politique du programme de développement de l'Afrique et situe le rôle de la dette, des flux financiers illicites et d'autres facteurs économiques qui compromettent la voie de la transformation du continent. Ce document a été élaboré sous l'égide de la campagne Stop the Bleeding et vise à fournir une nouvelle feuille de route pour le débat en Afrique sur le financement du développement.

Modératrice : Crystal Simeoni, Directrice exécutive, Nawi Collective

Intervenants :

Prof. Godfred Bokpin, Économiste et Professeur de Finance, École des Affaires de l'Université du Ghana

Chenai Mukumba, Directrice exécutive, Tax Justice Network Africa

Dr. Eunice Offei, Chercheuse, New School USA

Poésie et parole récitée : Mukasiri Sibanda, Conseiller technique, Development Alternatives Incorporated

Jour 2 - 28 août 2025

Aperçu des sessions en petits groupes de l'AfCoDD V

Plus de détails sur chaque séance de travail dans les pages qui suivent

Lieu :	→	Salle AfCoDD 1 Ambassador 1 ↓	Salle AfCoDD 2 Ambassador 2 ↓	Salle AfCoDD 3 H.E. Kofi Annan ↓	Salle AfCoDD 4 Amb. Richard Akwei ↓
09h00 – 10h30		Session 5: Dette et justice réparatrice : vers une position africaine commune dans les discussions mondiales sur la dette et la réforme financière FES AU Cooperation Office	Session 6: Faire face à l'histoire : économie politique de la crise de la dette africaine et nécessité des réparations AFRODAD & IDEAS	Session 7: Parvenir à des réparations transformatrices face aux nouvelles formes d'injustice SEATINI & CTPD	Session 8: Perspectives féministes panafricaines sur la dette et la justice climatique à travers la réparation AMwA, FEMNET, CESR
1030 – 1100 Coffee Break					
11h00 – 12h30		Session 9: La voie vers les réparations : leçons tirées de la Tunisie et perspectives continentales Observatoire Tunisien de l'Economie	Session 10: Foi, féminisme et justice fiscale : reprendre le pouvoir pour réformer l'architecture financière mondiale ZCC, BAN, ZIMCODD	Session 11: Au-delà des réparations : nouvelles données probantes sur le renforcement de la responsabilité nationale pour une meilleure gestion de la dette Bajeti Hub, TISA, Okoa Uchumi Coalition	Session 12: Justice climatique, justice de la dette et réparations : repenser la finance mondiale pour l'avenir de l'Afrique PALU, CESR
12h30 – 14h00 Lunch Break				1300 – 1400 Session 13: FfD4 et l'architecture financière internationale, quelles étaient les revendications des OSC et des pays du Sud the Gender IFI civil society collective	
14h00 – 15h30		Session 14: Justice fiscale féministe, restructuration de la dette et remise en question des politiques fiscales régressives en Afrique australe TJNA, ZIMCODD	Session 15: Co-architectes d'un avenir sans dette : la jeunesse africaine, moteur de la justice en matière de dette et de la finance réparatrice YTJN	Session 16: Démocratiser le commerce, la gouvernance financière et monétaire : Options stratégiques pour l'Afrique dans le contexte géopolitique actuel CS FfD Mechanism	Session 17: La dette et le droit à réparation : rétablir la justice grâce à une réforme systémique AI, Oxfam, KHRC, CDD - Mozambique, EGP (Ghana)
1530 – 1600 Coffee Break					
16h00 – 17h30		Session 18: Définir un programme africain pour un nouveau multilatéralisme après la FfD4 : Les leçons à tirer du Compromiso de Séville ADIN & SEATINI	Session 19: : Cadre des syndicats africains pour la viabilité de la dette et le développement en Afrique ITUC - Africa	Session 20: Les finances publiques centrées sur la justice en Afrique : se réunir pour dialoguer et co-crée ICED & IPF-Kenya	Session 21: Au-delà de l'essor et de la récession : créer un nouveau paradigme de développement pour l'avenir de l'industrie extractive en Afrique AFRODAD

Session 5: Dette et justice réparatrice : vers une position africaine commune dans les discussions mondiales sur la dette et la réforme financière

Cette session vise à créer un espace pour les acteurs africains (gouvernements, syndicats, société civile et chercheurs) afin de délibérer sur les liens entre la dette, l'injustice historique et la justice réparatrice. Elle explorera comment le thème 2025 de l'UA sur la justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine peut être intégré de manière significative dans le plaidoyer en faveur de la dette et de la réforme financière. La session évaluera également l'état actuel et la cohérence de l'engagement africain dans les principales plateformes mondiales et régionales sur la dette et la réforme financière (par exemple, FfD-4, processus des Nations Unies, FMI/Banque mondiale, suivi du Sommet des ODD), identifiera les voies vers un récit africain unifié et une position de négociation qui présente l'allègement de la dette, l'annulation et la restructuration financière comme des actes de justice et non de charité, et amplifiera le rôle des syndicats africains et des mouvements populaires dans l'élaboration du débat mondial sur la dette, en veillant à ce que les revendications des travailleurs et des communautés marginalisées soient au premier plan.

Diffusion en direct
<https://o2o.to/i/fJDpte>



Lieu : Salle AfCoDD 1 - Ambassador 1

Modérateur : Amanuel D. Haile, chef de projet et gestionnaire de programme, FES AU Cooperation Office

Intervenants :

Paul Sikazwe, GIZ UA et conseiller en matière de dette auprès de la Commission de l'Union africaine

Yolokazi Mfuto, Agent de liaison avec la société civile, Centre pour les droits de l'homme – Parlement panafricain (PAP), Afrique du Sud

Joel Odigie, Secrétaire général, Confédération syndicale internationale pour l'Afrique (CSI-Afrique), Lomé, Togo

Liliane Mouan (PhD), Experte en droits de l'homme et développement durable, Addis-Abeba, Éthiopie

Hon. Abena Osei-Asare (MP), Présidente, Commission des comptes publics, Parlement du Ghana

Organisateur :

FES AU Cooperation Office



Session 6: Faire face à l'histoire : économie politique de la crise de la dette africaine et nécessité des réparations

La crise de la dette africaine reflète la continuité du colonialisme. Les régimes de dette postcoloniaux reproduisent souvent les logiques coloniales de contrôle et de dépendance, affaiblissant la souveraineté politique et l'autonomie économique. La légitimité des dettes actuelles reste discutable, car elles maintiennent des cycles de dépendance, aggravés par les dettes contractées à l'époque coloniale dans leur propre intérêt. Les chercheurs ont fait valoir qu'une grande partie de la dette actuelle de l'Afrique devrait être considérée comme odieuse. Cette session se penchera sur le cadre politico-économique de la crise de la dette africaine, en explorant une approche réparatrice qui non seulement répond aux griefs historiques, mais fournit également une base pour amplifier les demandes en faveur d'un système économique mondial plus équitable, notamment en appelant à une convention-cadre des Nations unies sur la dette souveraine. Elle examinera la doctrine de la dette odieuse comme un outil essentiel pour réévaluer la légitimité des obligations de dette existantes afin de remédier à la dette insoutenable de l'Afrique. La session dévoilera le cadre féministe permettant de comprendre la nécessité de réparations pour un système qui continue d'opprimer les femmes et d'exacerber leurs expériences d'inégalité et de violence.

Diffusion en Direct
<https://o2o.to/i/zyVhQd>



Lieu : Salle AfCoDD 2 - Ambassador 2

Modératrice : Catherine Mithia, Analyste politique en gestion de la dette souveraine, AFRODAD

Intervenants :

Marie Louise Aren, Avocate internationale et chercheuse

Dr. Henry Gichana, Responsable de la décentralisation et de la recherche, Katiba Institute

Mayada Hassanain, Responsable principale de programmes (IDEAS)

Prof. Abena Oduro, Professeure associée, Université du Ghana, Département d'économie

Stefano Prato, Directeur général, Société pour le Développement International

organisations :

AFRODAD and IDEAS



AFRICAN FORUM AND NETWORK
ON DEBT AND DEVELOPMENT



Session 7: Parvenir à des réparations transformatrices face aux nouvelles formes d'injustice

Plus précisément, cette session vise à sensibiliser les participants aux nouvelles formes d'injustice et à leur impact sur le bien-être des populations, à établir un consensus autour d'un programme de réparations transformatrices pour l'Afrique et à élaborer des stratégies concrètes d'action collective afin de promouvoir des politiques qui autonomisent les communautés et favorisent un développement durable et équitable en Afrique.

Diffusion en direct
<https://o2o.to/i/l8GaWd>



Lieu : **Salle AfCoDD 3 - H.E. Kofi Annan**

Modératrice :

Tumuhe Hilda, responsable de la dette et de l'aide chez SEATINI/
Aloysious Kittengo, coordinateur de programme, FFD

Intervenants :

Nalunga Jane, Directeur exécutif, the Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)
Robert Mwale, Centre for Trade Policy and Development
Chenai Mukumba, Directeur exécutif, Tax Justice Network Africa (TJNA)
Crystal Simeoni, Directeur exécutif, NAWI Collective
Ronald Musoke, journaliste

organisateurs : Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI) & Centre for Trade Policy and Development (CTPD)



Session 8: Perspectives féministes panafricaines sur la dette et la justice climatique à travers la réparation

Cette session examinera les crises interdépendantes de la dette et du climat à travers le prisme décolonial, féministe et des droits humains, en s'appuyant sur deux publications clés : « 10 principes féministes décoloniaux pour débloquent le financement climatique en Afrique » et « Perspectives féministes panafricaines sur la justice à travers les réparations ». Elle mettra en lumière les fondements coloniaux et sexistes du fardeau de la dette africaine, en montrant comment les régimes de dette injustes imposés aux pays africains vulnérables au changement climatique accélèrent la destruction écologique, exacerbent les inégalités, bafouent les droits humains et ont un impact disproportionné sur les femmes, les filles et les autres communautés marginalisées en Afrique. Les intervenantes partageront des analyses féministes et des arguments en faveur de l'annulation de la dette, des réparations et de la création d'un ordre économique décolonial et juste. La session appellera à une réimagination collective des réparations, en mettant l'accent sur l'annulation de la dette et la justice climatique comme voies essentielles vers la réparation. Elle explorera également le rôle des États africains, des mouvements régionaux et des alliés mondiaux dans l'élaboration d'un programme de justice réparatrice qui revendique le droit de l'Afrique à un développement autodéterminé

Diffusion en direct
<https://o2o.to/i/kHBNvp>



Lieu : **Salle AfCoDD 4 - Amb. Richard Maximilian Akwei**

Modératrice : **Grace Namugabe**, Economics and Justice & Rights Officer, FEMNET

Intervenants :

Mworozi Patricia, Associée pour la justice économique et l'action climatique - AMWA
Peninnah Mbabazi, responsable de la justice climatique au Centre pour les droits économiques et sociaux (CESR)
Jessica Mandanda, ActionAid
Africa Kiiza, Conseiller en justice économique, ChristianAid

organisateurs : Akina Mama wa Afrika (AMWA), The African Women's Development and Communication Network (FEMNET) and Center for Economic and Social Rights (CESR)



Session 9: La voie vers les réparations : leçons tirées de la Tunisie et perspectives continentales

Dans le cadre de son processus de justice transitionnelle, la Commission vérité et dignité (IVD) tunisienne a publié en 2019 une note officielle adressée au FMI et à la Banque mondiale, exigeant explicitement la reconnaissance des violations des droits humains, des réparations et l'annulation de la dette pour les dommages causés par des décennies de politiques économiques imposées de l'extérieur. Cette session aura pour objectif de tirer parti de la note de la Tunisie comme catalyseur pour élaborer des stratégies menées par l'Afrique visant à garantir la responsabilité et les réparations des IFI, de contribuer à l'Année des réparations de l'Union africaine en reliant les actions nationales aux stratégies continentales, et de discuter des moyens de renforcer l'utilisation des mécanismes existants dans les efforts juridiques, diplomatiques ou de plaidoyer.

Diffusion en direct
<https://o2o.to/i/fJDpte>



Lieu : Salle AfCoDD 1 - Ambassador 1

Modérateur : Nada Trigui, Observatoire Tunisien de l'Economie

Intervenants :

Hajer Gueldish, Conseiller juridique, Union africaine
Afshin Nazir, responsable de l'analyse juridique et du plaidoyer (LAAD), AFRODAD

Chioneso Samantha Kanoyangwa, Coordinatrice, Afronomicslaw

Ameni Ben Sik Ali, Observatoire Tunisien de l'Économie

Organiser:
 Observatoire Tunisien de l'Economie



Session 10: Foi, féminisme et justice fiscale : reprendre le pouvoir pour réformer l'architecture financière mondiale

Christian Aid (CA) et ses partenaires, notamment le Conseil des Églises du Zimbabwe (ZCC), le Budget Advocacy Network (BAN) et la Coalition zimbabwéenne sur la dette et le développement (ZimCoDD), organiseront cette session parallèle cruciale lors de la cinquième Conférence africaine sur la dette et le développement (AfCoDD V). La session explorera les racines structurelles et coloniales de la dette et des injustices fiscales en Afrique, notamment la dette, les flux financiers illicites et les systèmes fiscaux régressifs, ainsi que leurs effets sur le genre. S'appuyant sur les expériences de pays comme le Zimbabwe, la Sierra Leone et les précédents dialogues confessionnels et civiques, elle présentera des propositions de réformes nécessaires tant au niveau des politiques que de l'écosystème pour une architecture financière internationale transformatrice. La session mettra également en évidence la manière dont une telle réforme devrait mettre l'accent sur des alternatives féministes et fondées sur la foi qui privilégient la réparation, l'investissement social et la souveraineté économique. Les participants élaboreront conjointement des stratégies qui illustrent leur vision d'une architecture financière mondiale transformatrice et équitable entre les sexes, fondée sur la justice, la réparation et la dignité humaine.

Diffusion en direct
<https://o2o.to/i/zyVhQd>



Lieu : Salle AfCoDD 2 - Ambassador 2

Modératrice : Victoria Hawanatu, chargée de programme, Christian Aid

Intervenants :

Jennifer Larbie, responsable des campagnes et du plaidoyer au Royaume-Uni, Christian Aid

Abu Bakarr Kamara, coordinateur, Budget Advocacy Network (BAN)

Admire Mutizwa, Church Peace & Just Society, Conseil des Églises du Zimbabwe (ZCC)

John Maketo, directeur national, Coalition du zimbabwe sur la dette et le développement (ZIMCDD)

organismes : Christian Aid, Zimbabwe Council of Churches (ZCC), Budget Advocacy Network (BAN) and Zimbabwe Coalition on Debt and Development (ZimCoDD)



Session 11: Au-delà des réparations : nouvelles données probantes sur le renforcement de la responsabilité nationale pour une meilleure gestion de la dette

La responsabilité est essentielle à une gestion efficace des ressources nationales dans le monde entier. L'engagement de Séville pris lors du FF4D souligne que la viabilité de la dette souveraine dépend d'une plus grande transparence et d'un contrôle parlementaire accru. Alors que les discussions sur les réparations financières et institutionnelles s'intensifient, conformément au thème 2025 de l'Union africaine, les pays africains ont un besoin urgent de moyens pratiques pour renforcer la responsabilité nationale. Cette session examinera la responsabilité en matière de dette souveraine, en mettant l'accent sur les besoins civiques et institutionnels pour des réparations de dette réussies. En explorant les recherches récentes sur la responsabilité en matière de dette publique en Afrique et le rapport de diagnostic sur la gouvernance parallèle et la corruption au Kenya par rapport à la Zambie et au Ghana, la session présentera les options permettant de mieux gérer les crises de la dette publique avant, pendant et après les réparations.

Diffusion en direct

<https://o2o.to/i/l8GaWd>



Lieu : Salle AfCoDD 3 - H.E. Kofi Annan

Modérateur : Cuba Houghton, responsable du financement budgétaire, Bajeti Hub

Intervenants :

Sonia Aima, Chargée de programme, The Institute for Social Accountability (TISA)

Dennis Omondi, National Democratic Institute

Abdulkarim Mohammed, Coordinateur, Economic Governance Platform

Représentant de la Coalition zambienne sur la dette

Organisateurs : Bajeti Hub, The Institute of Transparency and Accountability (TISA) and Okoa Uchumi Coalition



Session 12: Justice climatique, justice de la dette et réparations : repenser la finance mondiale pour l'avenir de l'Afrique

Cette session vise à examiner de manière critique l'intersection entre la justice climatique, la justice de la dette et les réparations, en décortiquant la manière dont l'architecture financière actuelle alimente les inégalités structurelles. Elle remettra en question les discours dominants sur le financement climatique et appellera à passer des prêts générateurs de dette à des réparations significatives qui reconnaissent la responsabilité historique, défendent les droits humains et font progresser les réformes transformatrices. La discussion explorera également les stratégies permettant de parvenir à la justice climatique et à la justice en matière de dette qui renforcent la souveraineté, la résilience et la capacité de l'Afrique à faire face à l'urgence climatique.

Diffusion en direct

<https://o2o.to/i/kHBNvp>



Lieu : Salle AfCoDD 4 - Amb. Richard Maximilian Akwei

Modérateur : Jason R. Braganza, directeur exécutif, AFRODAD

Intervenants :

June Cynthia Okelo, Chargée de programme (Chef de projet – Justice climatique), PALU

Penninah Mbabazi, responsable de la justice climatique, Centre for Economic and Social Rights (CESR)

Ruth Ogbewekon, Point focal pour la recherche et les publications (Chef de projet - Justice réparatrice en Afrique), PALU

Organisateurs : Pan-African Lawyers Union (PALU) and Centre for Economic and Social Rights (CESR)



Pan African Lawyers Union
Union Panafricaine des Avocats
União Pan-Africana dos Advogados
اتحاد المحامين الأفارقة

CENTER for ECONOMIC and SOCIAL RIGHTS

Session 13: FfD4 et l'architecture financière internationale, quelles étaient les revendications des OSC et des pays du Sud et quels ont été les résultats - quelle est la voie à suivre actuellement ?

Cette session en ligne d'une heure constituera un événement transversal entre l'AfCoDD V et l'Université d'été des IFI sur le genre (voir le programme 2024 ici à titre d'exemple) qui se tiendra le jeudi 28 août. Modéré par un représentant du groupe de travail féministe du mécanisme de financement du développement de la société civile, ce dialogue donnera lieu à une analyse approfondie, transrégionale et transthématique, ainsi qu'à un décortiquage des caractéristiques du Compromis de Séville, en examinant notamment son impact sur le genre. Les points de discussion porteront notamment sur la dette (le bloc des emprunteurs), la fiscalité, le financement privé (investissement de la diaspora) et la participation de la société civile. Cette session comprendrait également une mise à jour de l'AfCoDD, partagée par les intervenants également présents, alimentant ainsi la réflexion sur les conséquences du financement du développement et les prochaines étapes de la résistance régionale.

Lieu : Salle AfCoDD 4 - Amb. Richard Maximilian Akwei

Modératrice : Nicole Maloba, FEMNET

Intervenants :

Ashina Mtsumi, Tax Ed Alliance, ActionAid - Tax

Verónica Serafini, LATINDADD - Debt

Diana Mochoge, Policy Research & Advocacy Officer - Domestic Resource Mobilisation, AFRODAD

Rougui Diallo, ITUC - Private Finance

April Porteria, APWLD

Organisateurs : the Gender IFI civil society collective

Webinar link:

<https://us02web.zoom.us/j/82013591323?pwd=NzdZfKvGoacVgfyTbH4lFh4aTmhe9u.1>

Session 14: Justice fiscale féministe, restructuration de la dette et remise en question des politiques fiscales régressives en Afrique australe

Cette session explore comment les régimes fiscaux injustes, la dette publique et l'influence des institutions financières internationales (IFI) au Zimbabwe, en Zambie, au Malawi et au Mozambique ont un impact disproportionné sur les femmes et les communautés marginalisées. S'appuyant sur des expériences vécues, des perspectives de justice fiscale féministe et des recherches du compendium régional du ZIMCODD sur la restructuration de la dette souveraine - ainsi que sur un rapport à paraître sur les réformes fiscales impulsées par le FMI - la session interrogera la manière dont les politiques de recettes, le fardeau de la dette et les conditionnalités des IFI aggravent les inégalités entre les sexes et érodent les services publics. La discussion plaidera pour des systèmes fiscaux progressifs et sensibles au genre, une restructuration de la dette fondée sur les droits et des alternatives aux politiques budgétaires régressives imposées par des acteurs extérieurs. Les participants exploreront également des stratégies de campagne régionales pour intégrer l'égalité des sexes dans les cadres de la dette souveraine et résister aux réformes fiscales néfastes.

Diffusion en direct
<https://o2o.to/i/fJDpte>



Lieu : **Salle AfCoDD 1 - Ambassador 1**

Modérateur : **Muchanyara Midzi**, ZIMCODD

Intervenants :

Chenai Mukumba, directeur exécutif,
Tax Justice Network Africa (TJNA)

Adrian Chikowore, Christian Aid

Mike Banda, Malawi Economic Justice Network (MEJN)

Samantha C. Kanoyangwa – Afronomics Law

Ucizi Ngulube, Action Aid International

Organisateurs : Tax Justice Network Africa (TJNA)
and Zimbabwe Coalition on Debt and Development (ZIMCODD)



Session 15: Co-architectes d'un avenir sans dette : la jeunesse africaine, moteur de la justice en matière de dette et de la finance réparatrice

Mettre en lumière les discours des jeunes sur la justice fiscale et l'économie réparatrice. Cet événement marque le lancement du Youth FfD4 Accountability Collective, une initiative audacieuse visant à surveiller les engagements mondiaux et à faire entendre la voix des jeunes dans la construction de l'avenir financier du continent.

Diffusion en direct
<https://o2o.to/i/zyVhQd>



Lieu : **Salle AfCoDD 2 - Ambassador 2**

Modératrice : **Lurit Yugusuk**, Réseau des jeunes pour la justice fiscale (YTJN)

Intervenants :

Jon Kafuko, Réseau des jeunes pour la justice fiscale (YTJN)

Anthony Samba Buluma, Association des jeunes parlementaires du Kenya (KYPA)

Martha Bekele, Fondatrice, DevTransform

Shem Joshua, Conseiller en gestion des connaissances, GIZ Union africaine

Organisateur :

Réseau des jeunes
pour la justice fiscale (YTJN)



YOUTH FOR
TAX JUSTICE
NETWORK

Session 16: Démocratiser le commerce, la gouvernance financière et monétaire : Options stratégiques pour l'Afrique dans le contexte géopolitique actuel

L'événement parallèle se concentrera sur les réformes critiques de l'Architecture financière internationale qui sont essentielles pour favoriser la transformation structurelle du continent africain. L'émergence du rôle de l'OMC et du G20 a évincé le rôle normative des Nations Unies, conduisant également à une déconnexion significative de le financement du développement, de la transformation de l'économie réelle et de la régulation financière mondiale. L'événement parallèle vise à offrir un espace pour discuter des options stratégiques clés pour l'Afrique dans son engagement politique au sein de l'espace des Nations Unies, ainsi que dans les autres espaces multilatéraux (par exemple l'OMC), afin d'élargir son espace budgétaire et le champ d'action politique pour la transformation socio-économique. La séance examinera également le rôle que l'Assemblée générale des Nations Unies/FdD et l'UNECE XVI peuvent jouer en faveur de la démocratisation de la gouvernance commerciale, financière et monétaire afin de promouvoir le droit au développement de la région.

Diffusion en direct

<https://o2o.to/i/l8GaWd>



Lieu : Salle AfCoDD 3 - H.E. Kofi Annan

Modérateur :

Tetteh Hormeku, Third World Network Africa

Stefano Prato, Society for International Development

Organisateurs : Civil Society FfD Mechanism



**CIVIL SOCIETY
FINANCING FOR
DEVELOPMENT**
Mechanism

Session 17: La dette et le droit à réparation : rétablir la justice grâce à une réforme systémique

Cette session explorera la crise de la dette en Afrique à travers le prisme des réparations et de la justice réparatrice, en mettant l'accent sur les conséquences du surendettement sur les droits humains. S'appuyant sur les expériences du Ghana, du Mozambique et du Kenya, les intervenants examineront les racines coloniales et néocoloniales de la dette, son rôle dans la perpétuation d'une exploitation économique néfaste et son impact sur la capacité des États à fournir des services essentiels. La discussion mettra en évidence la manière dont les accords de dette actuels portent atteinte aux droits humains, aggravent les inégalités et exacerbent la vulnérabilité climatique. Elle explorera également comment le droit légal à réparation, fondé sur le droit des droits humains, peut être mis à profit pour un règlement durable de la dette dans le cadre de la réforme systémique de l'architecture financière mondiale. La session fournira des recommandations pratiques pour intégrer les principes des droits humains dans les processus de restructuration de la dette afin de garantir la responsabilité, l'équité et la justice.

Diffusion en direct

<https://o2o.to/i/kHBNvp>



Lieu : Salle AfCoDD 4 - Amb. Richard Maximilian Akwei

Modératrice : **Naomi Majale**, conseillère en économie juste, Oxfam in Africa

Intervenants :

Gabriel Manguele, responsable du programme Justice économique, CDD-Mozambique

Abdulkarim Mohammed, coordinateur, Plateforme pour la gouvernance économique (Ghana)

Annet Nerima, responsable du programme Inclusion et justice politique, Kenya Human Rights Commission (KHRC)

Riva Jalipa, Tchercheuse/conseillère en fiscalité et droits humains, Amnesty International

Organisateurs : Amnesty International, Oxfam, and partners: KHRC, CDD-Mozambique, Economic Governance Platform (Ghana)



Session 18: Définir un programme africain pour un nouveau multilatéralisme après la FfD4 : Les leçons à tirer du Compromiso de Séville

Le processus de négociation de la FfD4 s'est déroulé dans un contexte de résistance manifeste de la part des « pays développés » à tout changement concret et significatif du multilatéralisme mondial actuel. Il reste douteux que le « Compromiso de Sevilla » permette au monde de sortir d'un cercle vicieux de promesses non tenues depuis plus de 60 ans, qui renforcent les injustices historiques préjudiciables à l'Afrique et entraînent des inégalités systémiques. Cela souligne la nécessité d'un changement de mentalité sur le continent, afin de donner à l'Afrique une position et un statut à la hauteur de son réel pouvoir de négociation, en pleine émancipation et souveraineté, suffisamment forte pour réclamer des réparations, non pas dans une posture de mendicité, mais plutôt en tant que revendicatrice puissante, capable d'imposer ses règles. À partir d'une analyse des résultats de la FfD4 à Séville, en examinant l'histoire de la FfD et les évolutions du multilatéralisme, les discussions exploreront la meilleure façon de repositionner l'Afrique dans le contexte mondial.

Diffusion en direct
<https://o2o.to/i/fjDpte>



Lieu : Salle AfCoDD 1 - Ambassador 1

Modérateur : Martin Tsounkeu, ADIN



Intervenants :

Jane Nalunga, Executive Director, SEATINI

Leo Atakpu, Deputy Executive Director, Africa Network for Environment and Economic Justice, ANEEJ

Nana Osei Bonsu, Pan African Agribusiness Apex Chamber

Dr. Patrick Ndzana-Olomo, Ag. Director Economic Development Integration and Trade and Head of Economic Policy and Sustainable Development, African Union Commission

Hon Jean Galvanis M'Gassiyombo, Vice-President, African Parliamentarian Network on Illicit Financial Flows and Tax (APNIFFT)

Respondents (online)

Père JP Ngoyi Kasongo, Justice Development and Peace (JDPC), Nigeria

L' honorable Agho Oliver Bamenju, MP, Cameroon

Florence Nazare, directrice par intérim de la gestion des connaissances et de l'évaluation des programmes, AUDA-NEPAD

Vitalice Meja, directrice exécutif, RoA Africa Network

Stean Mpolo, expert monétaire, ancien cadre de la Banque centrale, Cameroun



Organisateurs : Africa Development Interchange Network (ADIN) & Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)

Session 19: Cadre des syndicats africains pour la viabilité de la dette et le développement en Afrique

La crise de la dette souveraine en Afrique s'est transformée en un défi budgétaire et en une grave urgence sociale et démocratique, le service de la dette absorbant plus de la moitié des recettes publiques dans de nombreux pays. Pour les travailleurs, cela se traduit par un gel des salaires, un moratoire sur les embauches, des coupes dans les protections sociales minimales et une participation réduite aux décisions économiques. Dans ce contexte, les syndicats africains ont élaboré un cadre axé sur la création d'emplois, les salaires décents, le dialogue social et la démocratie industrielle inclusive. Cet événement parallèle réunit des dirigeants syndicaux, des décideurs politiques, des représentants de la société civile et des partenaires internationaux afin de réfléchir à la manière d'intégrer les priorités des travailleurs dans les stratégies nationales et continentales de gestion de la dette. Il examinera comment faire progresser le plaidoyer, la responsabilité et la création de coalitions menés par les syndicats au-delà des engagements non contraignants du Compromiso de Sevilla, et tracera une feuille de route vers un « New Deal de la dette souveraine » fondé sur la transparence, l'équité et la protection sociale.

Lieu : Salle AfCoDD 2 - Ambassador 2

Modérateur :

Intervenants :

Dr. Hod Anyigba, directeur exécutif, ALREI, ITUC-Africa

Anselme Amoussou, Secrétaire général adjoint, ITUC-Africa

Rose Omamo, vice-présidente, ITUC-Africa

Dr. Kwabena Otoo, secrétaire général adjoint, Congrès des syndicats du Ghana

Comrade Asuzu Echezonachukwu Prince, Nigeria Labour of Congress

Organisateur : ITUC-Africa

Diffusion en direct
<https://o2o.to/i/zyVhQd>



Session 20: Les finances publiques centrées sur la justice en Afrique : se réunir pour dialoguer et co-crée

L'un des dilemmes les plus pressants auxquels sont confrontées les économies africaines aujourd'hui est de savoir comment gérer le poids de la dette tout en remplissant la responsabilité de l'État d'investir dans la population. Le Kenya et bon nombre de ses homologues consacrent une part croissante de leur budget au service de la dette, réduisant ainsi la marge de manœuvre budgétaire pour les services publics essentiels. Dans ce contexte, il est de plus en plus reconnu que des mécanismes de financement alternatifs pourraient offrir des pistes pour rééquilibrer les priorités budgétaires, mais seulement s'ils sont conçus avec une gouvernance forte dans une optique réparatrice, des mandats d'investissement social et un contrôle public. Ce qui reste toutefois peu exploré, c'est la manière dont ces mécanismes fonctionneraient dans la pratique, en particulier dans le contexte africain caractérisé par des contraintes démocratiques et institutionnelles. Cet événement parallèle réunira plusieurs acteurs autour d'une discussion sur les mesures à prendre pour adopter et mettre en œuvre des solutions budgétaires fondées sur la justice, telles que les échanges de dette, la renégociation structurée et l'architecture budgétaire inclusive. Le Kenya offre un cas utile de réflexion, car il est confronté à un endettement croissant, à une marge de manœuvre budgétaire réduite et à des appels à la réforme, tout cela à un moment où un changement de politique s'opère rapidement à l'échelle mondiale.

Diffusion en direct

<https://o2o.to/i/l8GaWd>



Lieu : Salle AfCoDD 3 - H.E. Kofi Annan

Modérateur : Daniel Ndirangu

Intervenants :

L'honorable Jean Galvanis M'Gassiyombo, Vice-président du Réseau parlementaire africain sur les FFI et la fiscalité (APNIFFT)
Appolinaire Nishirimbere, fondateur de l'ICED, membre du conseil de l'APNIFFT
Bernard Njiri, analyste de recherche principal, Institut des finances publiques

Organisateurs : ICED et IPF-Kenya



Session 21: Au-delà de l'essor et de la récession :

créer un nouveau paradigme de développement pour l'avenir de l'industrie extractive en Afrique

Analyser les liens entre l'extraction des minéraux critiques et des hydrocarbures, l'injustice en matière de développement et le discours émergent sur les réparations. À partir des cas spécifiques du Mozambique et de la Tanzanie, la session vise à aller au-delà des discussions théoriques pour explorer les coûts humains, environnementaux et économiques tangibles, en soulignant comment les schémas historiques d'extraction se reproduisent, alimentant les conflits, déplaçant les communautés et aggravant la dette, tout en ne tenant pas les promesses de prospérité.

Diffusion en direct

<https://o2o.to/i/kHBNvp>



Lieu : Salle AfCoDD 2 - Ambassador 2

Modératrice : Riska Koopman, Policy, Research & Advocacy Officer, International Public & Private Finance, AFRODAD

Intervenants :

Gabriel Manguele, CDD Mozambique
Dr. Adebayo Majekolagbe
Mandla Hadebe, Economic Justice Network
Tanzania Coalition on Debt and Development (TCDD)

Organisateur :
AFRODAD



AFRICAN FORUM AND NETWORK
ON DEBT AND DEVELOPMENT

Jour 3 du AfCoDD V - Le rallye panafricain sur la dette

29 août 2025

L'itinéraire

Départ : 9 h 30 au Obra Spot (Kwame Nkrumah Circle)

Participants : environ 10 000 personnes

Allure : marche très lente avec des chants, des chansons et des pauses (vitesse moyenne d'environ 2 km/h)

1. Obra Spot → Coral (Circle) Traffic Light

- Distance : environ 0,8 km
- Temps : environ 25 min
- Arrivée : 9h55

2. Coral Traffic Light → Secrétariat de l'AfCFTA (Ridge)

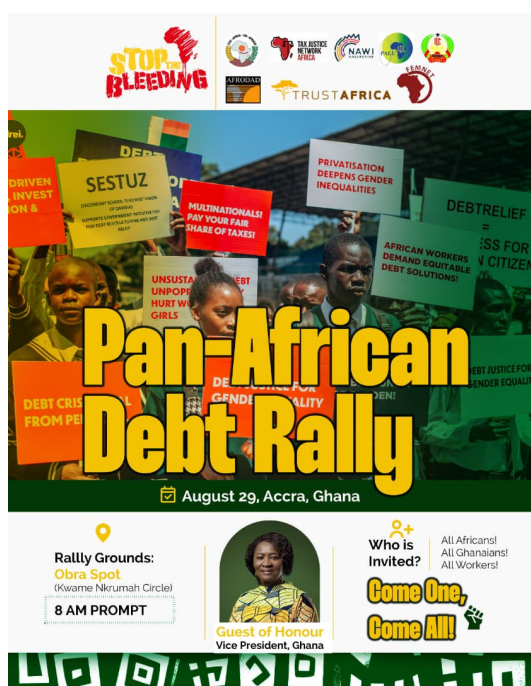
- Distance: environ 1,8 km
- Temps : environ 45 min
- Pause au Secrétariat : 20 minutes (Présentation de la pétition au Secrétariat de l'AfCFTA)
- Départ : 11h00

3. Secrétariat de l'AfCFTA → National Theatre

- Distance: environ 1 km
- Time: environ 30 mins
- Arrivée : 11h 30

4. National Theatre → Independence Square

- Distance : environ 1,5 km
- Time: environ 40 min
- Arrivée : 12:10



Independence Square

Programme des allocutions des dignitaires et présentation de la pétition (12:00 – 13:00)

12h30 – 12h35

Ouverture et accueil ; hymne ; reconnaissance des dignitaires

12h35 – 12h40

Mot de bienvenue de l'hôte – Le surendettement du Ghana et les luttes des travailleurs ; appréciation de la solidarité continentale

12h40 – 12h45

Analyse de politique: la crise de la dette en Afrique et la justice réparatrice

12h45 – 12h50

Approbation du mouvement – lier l'AfCoDD aux revendications du rassemblement

12h50 – 12h55

Voix de la société civile : Les flux financiers illicites et la dette, un colonialisme moderne

12h50 – 12h55

Musique et chants

13h00 – 13h05

Voix des travailleurs continentaux – dette, droits du travail et décolonisation économique

13h05 – 13h10

Lecture publique et remise symbolique de la pétition. Des copies seront également remises aux ambassades, à des organisations de créanciers et au président du Ghana. Des copies supplémentaires seront remises à des dignitaires du corps diplomatique, de créanciers internationaux et à d'autres parties concernées PRÉSENTES.

13h10 – 13h15

Perspective gouvernementale – souveraineté, développement national et justice de la dette

13h10 – 13h15

Invité d'honneur – reçoit la pétition au nom de la République; affirme la solidarité du Ghana avec la justice de la dette

13h25 – 13h30

Résolution du Rallye; symbolic chain-breaking act; closing music



AfCoDD V

Crise de la Dette en Afrique :
Une Analyse du Cadre des Réparations
et de la Justice Réparatrice

— Afrique Faiseur des Règles —